
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

**Accord-cadre relatif à la fourniture et à la réparation de pièces de
verrerie en quartz et en verre borosilicaté pour l'ASNR**

Mode de passation du marché public	Appel d'offres ouvert
Homogénéité des besoins	Fournitures homogènes en raison de leurs caractéristique propres
Code CPV	33793000 : Verrerie de laboratoire
Nomenclature ASNR	LAB_010 : Fournitures et petits équipements standards de laboratoire

POUVOIR ADJUDICATEUR

ASNR (Siège social)
15 rue Louis Lejeune
92120 MONTROUGE
Tél. : 01 58 35 88 88

Interlocuteurs

Interlocuteurs ASNR

*Affaire suivie **administrativement** par :*

Fabrice MARTIAL
ASNR/DAF/SAC/CCA (Cellule de Coordination des Achats)
Téléphone : 01.58.35.91.53
Courriel : fabrice.martial@asnr.fr

*Affaire suivie **techniquement** par :*

Pour la Zone Nord

Claire DALENCOURT
ASNR/DREE/SAME/LMRE
Téléphone : 01.69.85.58.46
Courriel : claire.dalencourt@asnr.fr

Pour la Zone Sud

Charlotte MOULIN
ASNR/ PSN-RES/SEREX/L2EC
STE MAINCO -
Téléphone : 04.42.19.90.89
Courriel : charlotte.moulin@asnr.fr

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 - Préambule	4
ARTICLE 2 - Définition des termes du présent document	5
ARTICLE 3 - Caractéristiques principales du marché public	6
ARTICLE 4 - Pièces constitutives du marché.....	7
ARTICLE 5 - Durée.....	8
ARTICLE 6 - Règlementation des prix	9
ARTICLE 7 - Modalités de règlement	12
ARTICLE 8 - Organisation de l'achat	14
ARTICLE 9 - Conditions d'exécution du marché	15
ARTICLE 10 - Assurance de la qualité	27
ARTICLE 11 - Clauses relatives au développement durable	28
ARTICLE 12 - Protection des données à caractère personnel	29
ARTICLE 13 - Pièces et attestations à fournir	30
ARTICLE 14 - Propriété intellectuelle.....	31
ARTICLE 15 - Modifications du marché public.....	33
ARTICLE 16 - Assurances.....	34
ARTICLE 17 - Nantissement	35
ARTICLE 18 - Retenue de garantie	36
ARTICLE 19 - Pénalités	37
ARTICLE 20 - Prime d'avance	38
ARTICLE 21 - Résiliations	39
ARTICLE 22 - Règlement des différends	40
ARTICLE 23 - Liste récapitulative des dérogations au CCAG-FCS	41
Annexe n°1 : Accès, coordonnées et modalités de livraison sur les sites asnr	42

ARTICLE 1 - PREAMBULE

Le présent marché relève du chapitre 1er « Marchés » (article L1111-1 à L1111-5) du Code de la commande publique.

ARTICLE 2 - DEFINITION DES TERMES DU PRESENT DOCUMENT

Au sens du présent document :

Le « **pouvoir adjudicateur** » est la personne morale de droit public qui conclut le marché avec le titulaire. Il est ci-après dénommé Autorité de Sûreté Nucléaire et de Radioprotection ou ASNR

Le « **titulaire** » est l'opérateur économique qui conclut le marché avec le pouvoir adjudicateur. En cas de groupement des opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté par son mandataire.

La « **notification** » est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé, par le biais d'un profil d'acheteur ou par tout autre moyen de communication électronique permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception ;

Les « **prestations** » désignent les fournitures courantes ou les services objet du marché.

L'« **ordre de service** », **au sens du CCAG** : est la décision du pouvoir adjudicateur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché. Le bon de commande est ainsi un ordre de service mais un ordre de service n'est pas forcément un bon de commande (ex : ordre de service de démarrage).

Ordre de service valant bon de commande : les contraintes techniques liées à notre système informatique et à aux dénominations intitulent des bons de commande « ordre de service » mais correspondent bien à des bons de commande.

L'« **admission** » est la décision, prise après vérifications, par laquelle le pouvoir adjudicateur reconnaît la conformité, sans réserve, des prestations aux stipulations du marché. La décision d'admission vaut constatation de service fait et constitue le point de départ des délais de garantie.

Les « **réserves** » sont l'ensemble des constatations de non-conformité aux stipulations du marché, faites lors des vérifications préalables à l'admission, qui sont portées à la connaissance du titulaire et qui font obstacle au prononcé de la décision d'admission par le pouvoir adjudicateur. En cas de réserves, la décision d'admission est ajournée ou prononcée avec une réfaction du prix.

L'« **ajournement** » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur qui estime que les prestations pourraient être admises moyennant des corrections opérées par le titulaire (réserves).

La « **réfaction** » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur de réduire le montant des prestations à verser au titulaire, lorsque les prestations ne satisfont pas entièrement aux prescriptions du marché, mais qu'elles peuvent être admises en l'état.

Le « **rejet** » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur qui estime que les prestations ne peuvent être admises, même après ajournement ou avec réfaction.

Le « **cahier des charges** » est le document contenant l'ensemble des prescriptions techniques s'imposant au Titulaire du marché. Il peut également être dénommé « CCTP ».

Nota bene : Le terme d'accord-cadre s'entend comme « accord-cadre » ou « marché » au sein du présent CCAP.

ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHE PUBLIC

3.1 - OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la fourniture et la réparation de pièces de verrerie en quartz et en verre borosilicaté pour l'ASNR.

Ces prestations seront exécutées :

- soit par bons de commande, sur la base des prix unitaires du BPU (et le cas échéant de devis proposés par le titulaire) ;
- soit par marchés subséquents, sur la base de devis proposés par le titulaire.

3.2 - TYPE DE MARCHE

Le présent marché constitue un accord-cadre à bons de commandes et à marchés subséquents monoattributaire passé en application des articles R. 2162-4 à R2162-13 du Code de la commande publique.

3.3 - DEFINITION DES PRESTATIONS DU MARCHE

Les prestations prévues au sein du présent accord-cadre sont les suivantes :

LOT 1 : Fourniture et la réparation de pièces de verrerie de laboratoire pour les sites ASNR de la zone Nord

- La fourniture de pièces de verrerie de laboratoire standard (en quartz et en verre borosilicaté)
- La fourniture de pièces de verrerie de laboratoire à façon tels que :
 - o des tubes de combustion pour les fours Eraly pour l'analyse du tritium organiquement lié,
 - o des nacelles et des « bouchons »
- Le service de réparation de verrerie (en quartz et en verre borosilicaté) sur devis.
- Le service de création ou de modification de pièces (en quartz ou verre borosilicaté) sur devis.

LOT 2 : Fourniture et la réparation de pièces de verrerie de laboratoire pour les sites ASNR de la zone Sud

- La fourniture de pièces de verrerie de laboratoire standard (en quartz et en verre borosilicaté)
- La fourniture de pièces de verrerie de laboratoire à façon tels que :
 - o des réacteurs et des bulleurs pour des réactions et piégeage chimique
 - o des vannes, des raccords et des frittés sur mesure
- Le service de réparation de verrerie (en quartz et en verre borosilicaté) sur devis.
- Le service de création ou de modification de pièces (en quartz ou verre borosilicaté) sur devis.

Nota : toutes les certifications mentionnées dans le cahier des charges de chaque lot s'entendent ou équivalent.

3.4 - DECOMPOSITION EN TRANCHES

Le marché n'est pas décomposé en tranches.

ARTICLE 4 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces du marché sont les documents énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent par ordre de priorité décroissante suivant :

- **1. Acte d'engagement (AE) et son annexe :**
 - Annexe n°1 : Annexe financière (AF) des lots n°1 et 2
- **2. Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :**
 - Annexe n° 1 : Accès et coordonnées des sites de l'ASNR
- **3. Les Cahiers des clauses techniques des lots n°1 et 2**
- **4. Les « réponses aux questions des candidats sur le dossier de consultation » et les « précisions apportées par les soumissionnaires »**
- **5. Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services ([CCAG-FCS](#)), approuvé par arrêté du 30 mars 2021**
- **6. L'offre technique du Titulaire du lot concerné**
- **7. L'acte de sous-traitance**

ARTICLE 5 - DUREE

5.1 - *DUREE*

Le marché est conclu à compter de sa date de notification et prendra fin à l'achèvement des prestations objets du présent marché. Son début d'exécution est fixé à sa date de notification.

Le marché a une durée de quarante-huit (48) mois à compter de la date de début d'exécution mentionnée ci-dessus.

Toutefois, les bons de commandes (aussi appelés ordre de services) notifiés avant la date d'échéance de l'accord-cadre demeurent exécutoires. Leur durée d'exécution ne pourra dépasser six (6) mois après la date d'échéance de l'accord-cadre et dans les conditions fixées au présent CCAP, en fonction de la complexité de l'ensemble des prestations à réaliser ainsi que des contraintes de qualité imposées par l'ASNR.

5.2 - *RECONDUCTION*

Le marché n'est pas reconductible.

5.3 - *DELAIS D'EXECUTION*

Les délais de réalisation des prestations sont ceux indiqués dans l'offre ainsi que dans les devis du titulaire et/ou dans les bons de commande.

Le Titulaire s'engage à respecter les délais d'exécution figurant dans les documents de marché et de son offre.

ARTICLE 6 - REGLEMENTATION DES PRIX

6.1 - FORME DE PRIX

Les prestations relatives au présent marché sont à prix unitaires dont la répartition est précisée au sein de l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Conformément à l'article R. 2162-4 du Code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu :

- **Sans montant minimum pour chacun des deux (2) lots**
- **Avec un montant maximum, sur la durée totale, de 300.000,00 € HT pour le lot 1**
- **Avec un montant maximum, sur la durée totale, de 120.000,00 € HT pour le lot 2**

L'atteinte du montant maximum entraîne de fait l'expiration du marché.

6.2 - DETERMINATION DU PRIX (DE REGLEMENT)

Le présent marché est conclu à prix définitif.

6.3 - CONTENU DES PRIX

L'ensemble des prix est réputé complet : aucun frais auxiliaire ne sera pris en compte. Les frais non inclus au prix du marché doivent figurer dans l'annexe financière à l'acte d'engagement ou être prévu au sein du présent marché.

6.4 - TYPE DE PRIX

Le présent marché s'exécute à prix révisibles pour tenir compte des variations économiques constatées pendant l'exécution du marché et garantir l'équilibre économique initial du contrat.

Les prix sont révisibles annuellement à la date anniversaire de la réception par le Titulaire de la notification du marché.

La révision est régie par les dispositions suivantes pour chaque type de prestation :

- **Fourniture de pièces en verre borosilicate**

$$P1 = P0 \times [(0,30 \times S1/S0) + (0,30 \times T1/T0) + (0,40 \times U1/U0)]$$

Avec :

- P1 : prix après révision ;
- P0 : prix initial ;
- S1 : dernier indice 10764167 connu au moment de la demande de révision ;
- S0 : indice 0010764167 du mois de dépôt des offres ;
- T1 : dernier indice 1565195 connu au moment de la demande de révision ;
- T0 : indice 1565195 du mois de dépôt des offres ;
- U1 : dernier indice 10764352 connu au moment de la demande de révision ;
- U0 : indice 10764352 du mois de dépôt des offres ;

Les indices utilisés sont les suivants :

- **Indice 10764167 - IPP - Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - CPF 23.12 - Verre plat travaillé - Prix de marché - Base 2021 - Données mensuelles brutes**

- **Indice 1565195 - ICHT-TS - ICHT-M - Salaires, revenus et charges sociales - Coût de la main d'oeuvre et du travail - Indices du coût horaire du travail révisé - Tous salariés (ICTrev-TS) - Indices mensuels - Activités spécialisées, scientifiques et techniques**
- **Indice 10764352 - Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - A21 D, CPF 35 - Électricité, gaz, vapeur et air conditionné - Prix de marché - Base 2021 - Données mensuelles brutes -**

➤ **Fourniture de pièces en quartz**

$$P1 = P0 \times [(0,30 \times S1/S0) + (0,30 \times T1/T0) + (0,40 \times U1/U0)]$$

Avec :

- P1 : prix après révision ;
- P0 : prix initial ;
- S1 : dernier indice 10763890 connu au moment de la demande de révision ;
- S0 : indice 10763890 du mois de dépôt des offres ;
- T1 : dernier indice 1565195 connu au moment de la demande de révision ;
- T0 : indice 1565195 du mois de dépôt des offres ;
- U1 : dernier indice 10764352 connu au moment de la demande de révision ;
- U0 : indice 10764352 du mois de dépôt des offres ;

Les indices utilisés sont les suivants :

- **Indice 010763890 - Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - CPF 24.44 - Demi-produits en cuivre ou alliage Prix de marché - Base 2021 - Données mensuelles brutes**
- **Indice 1565195 - ICHT-TS - ICHT-M - Salaires, revenus et charges sociales - Coût de la main d'oeuvre et du travail - Indices du coût horaire du travail révisé - Tous salariés (ICTrev-TS) - Indices mensuels - Activités spécialisées, scientifiques et techniques**
- **Indice 10764352 - Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - A21 D, CPF 35 - Électricité, gaz, vapeur et air conditionné - Prix de marché - Base 2021 - Données mensuelles brutes -**

➤ **Réparation (main d'œuvre)**

$$P1 = P0 \times (S1/S0)$$

Avec :

- P1 : prix après révision ;
- P0 : prix initial ;
- S1 : dernier indice 1565195 connu au moment de la demande de révision ;
- S0 : indice 1565195 du mois de dépôt des offres ;
- **Indice 1565195 - ICHT-TS - ICHT-M - Salaires, revenus et charges sociales - Coût de la main d'œuvre et du travail - Indices du coût horaire du travail révisé - Tous salariés (ICTrev-TS) - Indices mensuels - Activités spécialisées, scientifiques et techniques**

En cas de suppression d'indice, le nouvel indice s'appliquera automatiquement ou de fait sans qu'un acte de modification de marché (avenant) ne soit nécessaire.

L'indice de révision est arrondi au centième supérieur. Le prix révisé, arrondi au 1/100^{ème}, sera ferme pour la nouvelle année d'exécution des prestations.

Modalités de révision des prix :

La révision est de droit, elle peut intervenir à la demande de l'ASNR ou du Titulaire. La révision ne peut entrer en vigueur qu'après accord écrit de l'ASNR.

Si aucune demande de révision n'a été reçue avant la date anniversaire prévue ci-dessus, les prix demeurent inchangés pour la nouvelle période. Toutefois, une demande de révision peut être formulée après cette date mais n'aura d'effet que pour l'avenir et non rétroactivement à compter de l'accord écrit de l'ASNR.

6.5 - *CLAUSE BUTOIR*

A l'occasion de chacune des révisions de prix (première, deuxième et troisième), si l'augmentation calculée excède 5 % du montant initial du marché, l'ASNR se réserve le droit de limiter ladite révision à un taux plafond de 5 %.

ARTICLE 7 - MODALITES DE REGLEMENT

7.1 - **FINANCEMENT DU MARCHE**

Le financement des prestations exécutées au titre du présent marché s'effectue en totalité sur le budget de l'ASNR.

7.2 - **AVANCES**

Le Titulaire peut s'opposer au bénéfice de l'avance.

S'entend par prestation considérée, toute prestation entendue comme engagée financièrement de manière ferme à savoir : le bon de commande émis ou le marché subséquent notifié.

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG-FCS et dans les conditions visées aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3, R2191-3 à R2191-6 et R2191-9 à R2191-11 du Code de la commande publique, l'avance est versée pour les prestations considérées, dans les conditions suivantes :

Lorsque la durée de la prestation considérée est supérieure à deux mois et inférieure ou égale à douze mois :

Le montant de l'avance est fixé à 30 % du montant initial TTC ramené sur une base annuelle (c'est-à-dire : montant initial TTC \times 12 \div durée exprimée en mois).

Versement et remboursement

L'avance est versée dans un délai de 30 jours à compter de la notification de la prestation considérée. Ce versement est de droit et ne donne pas lieu à facturation.

L'avance est intégralement remboursée lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant TTC de la prestation considérée.

Accord-cadre

Dans le cadre d'un accord-cadre exécuté par bons de commande ou marchés subséquents, l'avance est attribuée et remboursée au niveau de chaque bon de commande ou de chaque marché subséquent.

Des modalités particulières de remboursement peuvent être précisées dans les documents propres à chaque bon de commande ou marché subséquent, dans le respect des dispositions du Code de la commande publique."

7.3 - **ACOMPTES**

Le présent marché donne droit au paiement d'acomptes dans les conditions prévues à l'article L2191-4 et R2191-20 à R2191-23 du Code de la commande publique.

7.4 - **ECHEANCIER DE PAIEMENT**

Le titulaire du marché émet une facture après constatation du service fait. Ce constat du service fait peut prendre la forme d'un simple courriel.

Les paiements sont réalisés en euros selon les règles de la comptabilité publique, à terme échu, par virement sur le compte ouvert au nom du Titulaire.

7.5 - **PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT**

Les factures sont obligatoirement à transmettre de manière dématérialisée. L'ASNR sera en droit de rejeter toute facture reçue par la poste ou par tout autre moyen que la solution Chorus Portail Pro (CPP).

CPP est accessible à l'adresse suivante :

Pour déclarer les factures en ligne :

Après s'être enregistré sur CPP, avec son numéro de SIRET, le Titulaire pourra déclarer les factures en identifiant le client ASNR par son SIRET (SIRET ASNR : 130 001 803 00035) et par le numéro d'engagement correspondant au numéro du marché ASNR qui sera communiqué au Titulaire.

La demande de paiement comprend l'ensemble des éléments prévus à l'article 11.3 du CCAG-FCS en vigueur à la date de conclusion du marché.

Toute facture non conforme sera renvoyée à l'émetteur. Le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception de la facture dûment rectifiée et conforme.

7.6 - CESSIION DE CREANCE

En cas de cession de créance par le Titulaire, et par le biais d'un certificat de cessibilité, la cession ne sera opposable que si elle est notifiée au Service des Achats de l'ASNR (ASNR – Direction des Affaires financières – Service des Achats - BP N°17 - 92262 – Fontenay-aux-Roses Cedex). Aux termes de l'article 37 du décret N°2012-1246 du 7 novembre 2013 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, « toutes oppositions ou autres significations ayant pour objet d'empêcher un paiement doivent être faites entre les mains du comptable public assignataire de la dépense ».

7.7 - DELAI DE PAIEMENT

7.7.1 - Point de départ du délai global de paiement

Le délai maximal de paiement est de trente (30) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'ASNR, dès lors que celle-ci répond aux stipulations du présent marché, ou à compter de la date d'exécution des prestations, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date.

7.7.2 - Retard de paiement et intérêts moratoires

En application de l'article L2192-12 et L2192-13 du Code de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

En cas de désaccord sur le montant d'un acompte ou du solde, le paiement est effectué dans les délais fixés à l'article 1^{er} sur la base provisoire des sommes admises par l'ASNR. Lorsque les sommes ainsi payées sont inférieures à celles qui sont finalement dues au créancier, celui-ci a droit à des intérêts moratoires calculés sur la différence. Par ailleurs, dans pareil cas de figure, en application de la loi du 28 janvier 2013 et du décret du 29 mars 2013, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (montant fixé à 40€) sera due de plein droit et sans autre formalité (c'est-à-dire sans que le bénéficiaire soit tenu de la demander) à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 8 - ORGANISATION DE L'ACHAT

8.1 - *MARCHES COMPLEMENTAIRE*

L'ASNR se réserve la possibilité de recourir ultérieurement à un marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalable ayant pour objet des livraisons complémentaires exécutées par le Titulaire du marché au sens de l'article R. 2122-4 du Code de la commande publique.

8.2 - *EMPLOI DE TRAVAILLEURS HANDICAPES*

Le présent marché ne relève pas de la catégorie des marchés réservés aux opérateurs économiques employant des travailleurs handicapés et défavorisés mentionnés à l'article L. 5213-13 du Code du travail et aux établissements et services d'aide par le travail (ESAT) mentionné à l'article L. 344-2 du Code de l'action sociale et des familles ainsi qu'à des structures équivalentes.

ARTICLE 9 - CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE

9.1 - OBLIGATIONS GENERALES

9.1.1 - Obligations de résultats

Au titre du présent paragraphe, le Titulaire s'engage à atteindre les résultats et niveaux de qualités définis au présent marché.

Le Titulaire s'engage à donner aux représentants de l'ASNR dûment mandatés par celui-ci, toutes les facilités pour suivre sur place l'exécution des opérations.

9.1.2 - Obligation d'information du Titulaire

Le Titulaire est tenu à une obligation générale de conseil, notamment d'information et de recommandations vis-à-vis de l'ASNR. Le Titulaire reconnaît ainsi être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde de l'ASNR pour toute question touchante directement ou indirectement la réalisation des prestations.

9.1.3 - Obligation de continuité des prestations

En cas d'indisponibilité pour quelque raison que ce soit telle que maladie, démission, congés de l'un quelconque des membres du personnel du Titulaire affecté à l'exécution des prestations objet du marché, le Titulaire prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité des prestations et remplacera le personnel défaillant par du personnel de compétence et de qualification au moins équivalentes.

9.1.4 - Obligation de confidentialité

Par dérogation à l'article 5.1 du CCAG-FCS, le Titulaire du marché est astreint à une obligation particulière de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers extérieur à l'ASNR, pour toutes les opérations qui lui sont confiées.

Sauf autorisation expresse de l'ASNR, il s'engage à n'utiliser et à ne divulguer à des tiers aucun fait, information, connaissance, document ou autre dont il aurait reçu communication ou pris connaissance à l'occasion de l'exécution du marché, ainsi qu'aucun résultat de ses travaux. Ces obligations persisteront après l'exécution du marché. Ces obligations s'imposent également au personnel du Titulaire ayant eu accès aux informations traitées.

9.2 - OBLIGATIONS PARTICULIERES

Le Titulaire s'engage à communiquer à l'ASNR la liste du personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent marché. Ce personnel doit être agréé par l'ASNR. La liste du personnel présenté pour l'agrément doit être établie de telle sorte qu'un nombre suffisant d'agents soit muni de cet agrément afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations.

Le cas échéant, l'ASNR pourra procéder auprès des personnels du Titulaire à une séance explicative des obligations de confidentialité associées au présent contrat et leur demander de signer à titre individuel un engagement de respect des dites obligations.

Le Titulaire s'engage à retirer sans délai tout agent qui n'a pas été agréé sans pour autant pouvoir s'en prévaloir pour justifier une quelconque défaillance dans l'exécution de ses prestations.

L'ASNR pourra s'opposer à l'affectation sur le site d'un ou plusieurs agents ainsi qu'à leur maintien en fonction sans que la responsabilité de l'ASNR puisse être engagée de ce fait.

9.3 - LIEU D'EXECUTION

Le marché s'exécute dans les locaux du Titulaire.

Pour les opérations de réparation de pièces défectueuses, le Titulaire s'engage à assurer la récupération des pièces sur le site de l'ASNR et à inclure, le cas échéant, les frais de déplacement correspondants dans son devis.

En cas d'urgence, et si le Titulaire est dans l'impossibilité de venir récupérer les pièces concernées, l'ASNR prendra à sa charge les frais d'expédition desdites pièces vers les locaux du Titulaire.

9.4 - REMISE DES DOCUMENTS ET LIVRABLES

Au cours de l'exécution du marché, le Titulaire devra remettre les documents et livrables suivants aux dates/périodes correspondantes pour chacun des deux (2) lots :

- Les bons de livraison au moment de la livraison du matériel neuf ou du matériel réparé,
- Les plans de la pièce fabriquée au moment de la livraison, sauf indication contraire de l'ASNR.

9.5 - PARTIE ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE ET A MARCHES SUBSEQUENTS (MIS EN ŒUVRE) – LOT 1

9.5.1 - Mise en œuvre des bons de commande concernant la fourniture des pièces de verrerie

Les pièces de verrerie listées dans le cahier des charges seront commandées au titulaire du marché sur la base des prix du bordereau des prix unitaires (BPU). Les bons de commande sont notifiés par l'ASNR au Titulaire.

Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le Titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule compétence pour formuler des observations à l'ASNR.

9.5.2 - Mise en œuvre des marchés subséquents concernant la réparation des pièces de verrerie

Les pièces de verrerie considérées comme défectueuses par l'ASNR devront pouvoir être réparées par le titulaire du marché. Avant toute réparation, le titulaire établira un diagnostic préalable de la pièce défectueuse et transmettra à l'ASNR un devis détaillant les prix des éléments à remplacer, les heures de main d'œuvre ainsi qu'un planning de réalisation.

L'ASNR se réserve la possibilité de demander au titulaire de réparer une pièce de verrerie en quartz ou en verre borosilicaté non listée au cahier des charges.

Les prix maximums de main d'œuvre applicables seront ceux figurant dans le bordereau des prix que le titulaire aura remis à l'appui de son offre.

Le Titulaire a deux (2) jours ouvrés pour transmettre un devis à compter de la demande émise par l'ASNR.

Après acceptation par l'ASNR du devis, le bon de commande est notifié par l'ASNR au Titulaire. L'envoi du bon de commande par l'ASNR peut matérialiser implicitement l'acceptation du devis.

Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le Titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule compétence pour formuler des observations à l'ASNR.

9.5.3 - **Mise en œuvre des marchés subséquents concernant la modification/création d'une pièce de verrerie**

L'ASNR se réserve la possibilité de demander au titulaire du marché d'adapter/modifier une pièce de verrerie ou de créer une pièce de verrerie pour les besoins de son activité. Dès lors que l'ASNR a déterminé son besoin, une demande est adressée au Titulaire afin de répondre au besoin défini.

L'ASNR enverra une demande de devis détaillée au titulaire. Une réponse dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la demande est attendue, que ce soit sous forme de devis ou de date d'intervention pour étayer la demande si besoin. Le titulaire s'engage à émettre un devis dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la demande aboutie. En cas d'acceptation du devis par l'ASNR, un bon de commande sera émis.

9.6 - ***MISE EN ŒUVRE DES BONS DE COMMANDE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS (MIS EN ŒUVRE) – LOT 2***

9.6.1 - **Fourniture des pièces de verrerie**

Les pièces de verrerie standard listées dans le cahier des charges seront commandées au titulaire du marché sur la base des prix du bordereau des prix unitaires (BPU). Les bons de commande sont notifiés par l'ASNR au Titulaire.

Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le Titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule compétence pour formuler des observations à l'ASNR.

Les pièces de verrerie à façon donneront lieu à l'envoi d'une demande de devis de l'ASNR (comprenant pour partie ou non des prix du BPU) et d'un bon de commande après acceptation du devis. A compter de la demande émise par l'ASNR, le titulaire doit pouvoir émettre un devis dans un délai de cinq (5) jours ouvrés pour la demande de pièces à façon (verre borosilicaté ou quartz) et de deux (2) jours ouvrés pour une réparation.

Le devis doit indiquer :

- Le détail des composants commandés (qualité, quantité, coût et délai de fourniture)
- Le temps passé pour la réalisation ou leur réparation.

Dans ce délai, le titulaire du contrat pourra apporter ses compétences techniques pour répondre au mieux aux demandes émises par l'ASNR.

9.6.2 - **Mise en œuvre des marchés subséquents concernant la réparation des pièces de verrerie**

Les pièces de verrerie considérées comme défectueuses par l'ASNR devront pouvoir être réparées par le titulaire du marché. Avant toute réparation, le titulaire établira un diagnostic préalable de la pièce défectueuse et transmettra à l'ASNR un devis détaillant les prix des éléments à remplacer, les heures de main d'œuvre ainsi qu'un planning de réalisation.

L'ASNR se réserve la possibilité de demander au titulaire de réparer une pièce de verrerie en quartz ou en verre borosilicaté non listée au cahier des charges.

Les prix maximums de main d'œuvre applicables seront ceux figurant dans le bordereau des prix que le titulaire aura remis à l'appui de son offre.

Le Titulaire a deux (2) jours ouvrés pour transmettre un devis à compter de la demande émise par l'ASNR.

Après acceptation par l'ASNR du devis, le bon de commande est notifié par l'ASNR au Titulaire. L'envoi du bon de commande par l'ASNR peut matérialiser implicitement l'acceptation du devis.

Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le Titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule compétence pour formuler des observations à l'ASNR.

9.6.3 - Mise en œuvre des marchés subséquents concernant la modification/création d'une pièce de verrerie

L'ASNR se réserve la possibilité de demander au titulaire du marché d'adapter/modifier une pièce de verrerie ou de créer une pièce de verrerie pour les besoins de son activité. Dès lors que l'ASNR a déterminé son besoin, une demande est adressée au Titulaire afin de répondre au besoin défini.

L'ASNR enverra une demande de devis détaillée au titulaire. Une réponse dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la demande est attendue, que ce soit sous forme de devis ou de date d'intervention pour étayer la demande si besoin. Le titulaire s'engage à émettre un devis dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la demande aboutie. En cas d'acceptation du devis par l'ASNR, un bon de commande sera émis.

9.7 - EXECUTION DES PRESTATIONS

9.7.1 - Emballage et transport

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport prévues au sein des documents particuliers du marché. Elle est de la responsabilité du Titulaire. Les emballages restent de la propriété du Titulaire.

Le transport s'effectue, sous la responsabilité du Titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché. Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur. Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux. En cas d'absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets, le titulaire se voit appliquer, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé par les documents particuliers du marché.

Le transport des fournitures sera effectué selon l'Incoterm® 2020 DDP (Delivered Duty Paid – rendu droits acquittés) au lieu de livraison mentionné ci-dessus.

À ce titre, le titulaire supporte l'ensemble des frais, risques et formalités afférents à l'acheminement des fournitures jusqu'au site, y compris les formalités douanières à l'importation en France, le paiement des droits de douane, taxes et redevances, et le cas échéant la désignation d'un représentant fiscal ou d'un transitaire habilité.

Le titulaire demeure seul responsable de l'ensemble des opérations de dédouanement à l'import, et s'engage à livrer les fournitures dédouanées, prêtes à être installées, sans formalité complémentaire à la charge de l'acheteur public.

Toute livraison non conforme à ces exigences pourra être refusée aux frais, risques et périls du titulaire.

9.7.2 - **Livraison**

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objets du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

Les fournitures livrées par le Titulaire doivent être accompagnées d'un bon de livraison ou d'un état, dressé distinctement pour chaque destinataire, et comportant notamment :

- la date d'expédition ;
- la référence à la commande ou au marché ;
- l'identification du Titulaire ;
- l'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis ;
- le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

Chaque colis doit porter de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bon de livraison ou l'état. Il renferme l'inventaire de son contenu.

La livraison des fournitures est constatée par la délivrance d'un récépissé au Titulaire ou par la signature du bon de livraison ou de l'état, dont chaque partie conserve un exemplaire. En cas d'impossibilité de livrer, celle-ci doit être mentionnée sur l'un de ces documents.

Si la disposition des locaux désignés entraîne des difficultés exceptionnelles de manutention, non prévues par les pièces du marché, les frais supplémentaires de livraison qui en résultent sont rémunérés distinctement. Ces prestations de manutention donnent lieu à l'établissement d'un avenant.

Un sursis de livraison peut être accordé au Titulaire :

- lorsqu'en dehors des cas prévus pour la prolongation du délai, une cause qui n'est pas de son fait met obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel.
- s'il justifie de mesures et précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison.

Le sursis de livraison suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard.

Aucun sursis de livraison ne peut être demandé par le Titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai d'exécution du marché, éventuellement déjà prolongé.

Livraison et venue sur site – spécificité du lot n°2 (zone sud)

Un passage sur site bimensuel (à minima) est requis pour assurer la livraison de pièces réalisées, le scellement d'ampoules (au besoin ; cf cahier des charges technique du lot concerné) et l'enlèvement des pièces pour réparation.

Les pièces demandées doivent être livrées sur site dans un délai maximum de trois (3) semaines à réception du bon de commande. Dans le cas de réparations, ce délai inclut également le transport (récupération et livraison).

Dans le cas d'ampoules en quartz, le scellement sur site devra être réalisé dans les dix (10) jours après la réception des échantillons.

Les mêmes conditions pour le sursis de livraison s'appliquent.

9.7.3 - Surveillance en usine

Le présent marché ne prévoit pas une surveillance en usine.

9.8 - *OPERATIONS DE VERIFICATION ET GARANTIE*

9.8.1 - Nature des opérations

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du présent marché. Le Titulaire garantit que les prestations sont réalisées selon les usages de la profession pour les fournitures courantes ou services en cause.

Les matières et objets nécessaires aux essais sont prélevés par l'ASNR sur les prestations livrées au titre du marché.

9.8.2 - Frais de vérification

Quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont à la charge de l'ASNR pour les opérations qui, conformément aux stipulations du marché, doivent être exécutées dans les locaux de l'ASNR. Ils sont à la charge du Titulaire dans les autres cas.

Toutefois, lorsqu'une des parties a accepté de faire exécuter dans ses propres locaux des essais qui, conformément aux documents particuliers du marché, auraient dû être effectués dans ceux de l'autre partie, les frais correspondants sont à la charge de cette dernière.

Le Titulaire avise l'ASNR de la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications.

L'ASNR avise le Titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications, afin de lui permettre d'y assister ou de se faire représenter.

L'absence du Titulaire dûment avisé, ou de son représentant, ne fait pas obstacle au déroulement ou à la validité des opérations de vérification.

9.8.3 - Déroulement des opérations de vérification (lot n°1 – Nord)

L'ASNR effectue, au moment même de la livraison des fournitures ou de l'exécution des services, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps, sur un échantillon du lot fourni.

Il peut notifier au Titulaire sur-le-champ sa décision.

L'ASNR réalise les opérations de vérification des fournitures réceptionnées suivantes :

1. Vérification des fournitures en verre borosilicaté et en quartz
 - a. Fournitures standard

Les pièces de verrerie de laboratoire standard (ex. : ballons à fond rond) font l'objet des vérifications suivantes :

Contrôle visuel : Absence de défauts apparents (fissures, éclats, impuretés visibles).

Vérification des dimensions : Comparaison à un ancien modèle ou mesure des éléments clés (hauteur, connexions rodées) pour s'assurer de la conformité aux spécifications du bon de commande ou du modèle.

Vérification fonctionnelle : Compatibilité avec la fourniture actuellement en place au laboratoire (si applicable).

- b. Fournitures sur mesure (modèles spécifiques)

Les pièces réalisées sur modèle (ex. : colonnes chromatographiques, colonnes de distillation Vigreux avec système de refroidissement, compte-gouttes, tubes de combustion pour fours Eraly) font l'objet des contrôles suivants :

Vérification documentaire : Attestation de conformité aux spécifications et, le cas échéant, rapports de tests techniques à la première livraison (similaires à ceux présentés dans le chapitre 2 du mémoire technique fourni par le titulaire du marché lors de l'appel d'offre). Le titulaire du marché s'assure de fournir à l'ASNR toutes les informations relatives ou modifications opérées sur les pièces.

Contrôle visuel : Absence de défauts apparents (fissures, éclats, impuretés visibles).

Vérification des dimensions : Comparaison à un ancien modèle ou mesure des éléments clés (dimensions, connexions rodées) pour s'assurer de la conformité aux spécifications du bon de commande ou du modèle. Pour les nacelles en quartz, vérification de la masse.

Vérification fonctionnelle : Compatibilité avec la fourniture actuellement en place au laboratoire (si applicable). Test des caractéristiques spécifiques (ex. : systèmes de refroidissement, prises de vide).

Vérification des performances (Matériel en quartz pour les fours de combustion) : Utilisation de l'équipement dans les conditions usuelles du laboratoire, en présence ou non d'échantillon. Après 4 utilisations, le matériel ne doit pas présenter de défaut structurel (fissures, éclats).

2. Vérification des réparations de verrerie

Les réparations effectuées sur les pièces de verrerie font l'objet des contrôles suivants :

Contrôle visuel post-réparation : Absence de nouveaux défauts (bulles d'air, fissures, etc.).

Vérification fonctionnelle : Compatibilité avec la fourniture actuellement en place au laboratoire (si applicable). Test des caractéristiques spécifiques (ex. : systèmes de refroidissement, prises de vide).

Conformité aux exigences initiales : Vérification des dimensions et fonctionnalités des pièces après réparation par rapport aux spécifications d'origine ou aux besoins exprimés.

3. Modalités générales de vérification

- a. Délai de vérification

Les vérifications sont réalisées dans un délai de 30 jours ouvrés à compter de la livraison ou de la restitution des pièces après réparation. En l'absence de réserve ou de rejet dans ce délai, les fournitures et prestations sont considérées tacitement acceptées.

- b. Procédure de rejet

En cas de non-conformité, les fournitures ou prestations rejetées sont mises à disposition du Titulaire pour remplacement, correction ou retrait, selon les modalités définies ci-dessous.

c. Responsabilité du Titulaire

Le Titulaire reste responsable de la qualité des fournitures, réparations et traitements thermiques pendant toute la durée de la garantie prévue au marché.

Pour les vérifications effectuées dans les locaux de l'ASNR ou dans tout autre lieu désigné par lui, le point de départ du délai est la date de la livraison ou de mise en service, le cas échéant, en ce lieu. Pour les vérifications qui, aux termes du marché, sont effectuées dans les locaux du Titulaire ou dans tout autre lieu désigné par lui, le point de départ du délai est la date à laquelle le Titulaire signale que, sous réserve des dispositions du 3 ci-dessous, la totalité des fournitures ou des services est prête à être vérifiée.

Dans le cas d'un marché comportant des parties distinctes à livrer, la livraison de chaque partie fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

9.8.4 - **Déroulement des opérations de vérification - lot n°2**

L'ASNR effectue, au moment même de la livraison des fournitures ou de l'exécution des services, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps, sur un échantillon du lot fourni.

Il peut notifier au Titulaire sur-le-champ sa décision.

L'ASNR réalise les opérations de vérification des fournitures réceptionnées suivantes :

4. Vérification des fournitures en verre borosilicaté et en quartz

a. Fournitures standard

Les pièces de verrerie de laboratoire standard font l'objet des vérifications suivantes :

Contrôle visuel : Absence de défauts apparents (fissures, éclats, impuretés visibles).

Vérification des dimensions : Comparaison à un ancien modèle ou mesure des éléments clés (hauteur, connexions rodées) pour s'assurer de la conformité aux spécifications du bon de commande ou du modèle.

Vérification fonctionnelle : Compatibilité avec la fourniture actuellement en place au laboratoire (si applicable).

b. Fournitures sur mesure (sur mesure)

Les pièces réalisées sur mesure font l'objet des contrôles suivants :

Vérification documentaire : Attestation de conformité aux spécifications et, le cas échéant, rapports de tests techniques à la première livraison (similaires à ceux présentés dans le chapitre 3 du mémoire technique fourni par le titulaire du marché lors de l'appel d'offre du lot n°2). Le titulaire du marché s'assure de fournir à l'ASNR toutes les informations relatives ou modifications opérées sur les pièces.

Contrôle visuel : Absence de défauts apparents (fissures, éclats, impuretés visibles). Pour les ampoules en quartz, l'absence d'oxydation lors du traitement thermique après scellement. Pour les tubes en quartz, vérification des extrémités.

Vérification des dimensions : Mesure des éléments clés (dimensions, connexions) pour s'assurer de la conformité aux spécifications du bon de commande. Pour les tubes en quartz, vérification des angles aux extrémités.

Vérification fonctionnelle : Compatibilité avec la fourniture actuellement en place au laboratoire (si applicable). Test des caractéristiques spécifiques (ex. : systèmes de refroidissement, prises de vide).

5. Vérification des réparations de verrerie

Les réparations effectuées sur les pièces de verrerie font l'objet des contrôles suivants :

Contrôle visuel post-réparation : Absence de nouveaux défauts (bulles d'air, fissures, etc.).

Vérification fonctionnelle : Compatibilité avec la fourniture actuellement en place au laboratoire (si applicable). Test des caractéristiques spécifiques (ex. : systèmes de refroidissement, prises de vide).

Conformité aux exigences initiales : Vérification des dimensions et fonctionnalités des pièces après réparation par rapport aux spécifications d'origine ou aux besoins exprimés.

6. Modalités générales de vérification

a. Délai de vérification

Les vérifications sont réalisées dans un délai de trente (30) jours ouvrés à compter de la livraison ou de la restitution des pièces après réparation. En l'absence de réserve ou de rejet dans ce délai, les fournitures et prestations sont considérées tacitement acceptées.

b. Procédure de rejet

En cas de non-conformité, les fournitures ou prestations rejetées sont mises à disposition du Titulaire pour remplacement, correction ou retrait, selon les modalités définies ci-dessous.

c. Responsabilité du Titulaire

Le Titulaire reste responsable de la qualité des fournitures, réparations et traitements thermiques pendant toute la durée de la garantie prévue au marché.

Pour les vérifications effectuées dans les locaux de l'ASNR ou dans tout autre lieu désigné par lui, le point de départ du délai est la date de la livraison ou de mise en service, le cas échéant, en ce lieu. Pour les vérifications qui, aux termes du marché, sont effectuées dans les locaux du Titulaire ou dans tout autre lieu désigné par lui, le point de départ du délai est la date à laquelle le Titulaire signale que, sous réserve des dispositions du 3 ci-dessous, la totalité des fournitures ou des services est prête à être vérifiée.

Dans le cas d'un marché comportant des parties distinctes à livrer, la livraison de chaque partie fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

9.9 - **DECISIONS APRES VERIFICATION**

9.9.1 - **Vérifications quantitatives**

A l'issue des opérations de vérification quantitative, si la quantité fournie ou les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du marché, l'ASNR peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le Titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :

- soit de reprendre l'excédent fourni ;
- soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

9.9.2 - **Vérifications qualitatives**

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'ASNR prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues ci-dessous

9.9.3 - **Admission, ajournement, réfaction et rejet**

Admission :

L'ASNR prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au Titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de la livraison.

Ajournement :

L'ASNR, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le Titulaire à présenter à nouveau à l'ASNR les prestations mises au point, dans un délai de quinze (15) jours.

Le Titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix (10) jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du Titulaire ou du silence gardé par lui durant ce délai, l'ASNR a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées aux 3 et 4 du présent article, dans un délai de quinze (15) jours courant de la notification du refus du Titulaire ou de l'expiration du délai de dix (10) jour ci-dessus mentionné.

Par dérogation à l'article 30.2.1 du CCAG-FCS, le silence de l'ASNR au-delà de ce délai de quinze (15) jours vaut admission des prestations.

Si le Titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, l'ASNR dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le Titulaire.

Dans le cas où les opérations de vérification ont été effectuées dans les locaux de l'ASNR, le Titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement, pour enlever les biens ayant fait l'objet de la décision d'ajournement.

Passé ce délai, les biens vérifiés peuvent être évacués ou détruits par l'ASNR, aux frais du Titulaire. Les prestations ajournées, dont la garde dans les locaux de l'ASNR présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du Titulaire, après que celui-ci en a été informé.

Réfaction :

Lorsque l'ASNR estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au Titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

Rejet :

Lorsque l'ASNR estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée.

En cas de rejet, le Titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché à ses frais.

Le Titulaire dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par l'ASNR et aux frais du Titulaire.

Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux de l'ASNR présente un danger ou une gêne caractérisée, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du Titulaire, après que l'autre partie en ait été informée.

Lorsque la mauvaise qualité ou la défectuosité des fournitures ou matériaux remis par l'ASNR, et entrant dans la composition des prestations, est à l'origine du défaut de conformité des prestations aux stipulations du marché, l'ASNR ne peut prendre une décision d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet :

- si le Titulaire a, dans un délai de quinze (15) jours à partir de la date à laquelle il a eu la possibilité de les constater, informé le ASNR des défauts des approvisionnements, matériels ou équipements remis, réserve faite des vices cachés ne pouvant être décelés avec les moyens dont il dispose ;
- et que l'ASNR a décidé que les approvisionnements, matériels ou équipements devaient néanmoins être utilisés et notifie sa décision au Titulaire.

9.10 - TRANSFERT DE PROPRIETE

L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété.

Si la remise des prestations à l'ASNR est postérieure à leur admission, le Titulaire assume, jusqu'à leur remise effective, les obligations du dépositaire.

9.11 - MAINTENANCE DES PRESTATIONS

Le présent marché ne prévoit pas la maintenance des prestations livrées.

9.12 - GARANTIE

Le présent marché ne présente pas de garanties particulières.

9.13 - INTERLOCUTEURS

Les désignations des interlocuteurs et adresses des deux parties au présent marché sont précisées au sein de l'acte d'engagement du présent marché et du cahier des charges.

9.14 - POSSIBILITES DE RECOURIR A UN AUTRE OPERATEUR ECONOMIQUE QUE LE TITULAIRE DU MARCHE

9.14.1 - En cas de défaillance du Titulaire

En cas de manquement grave du Titulaire dans l'exécution du marché, l'ASNR se réserve la possibilité de réaliser un marché de substitution avec un autre opérateur économique aux frais et risques du Titulaire.

En cas de constat d'un tel manquement, l'ASNR mettra en demeure le Titulaire de se conformer à ses obligations contractuelles et, le cas échéant, de sa volonté de résilier le marché et/ou de s'engager avec un autre opérateur économique sur le périmètre duquel les prestations ne sont ou ne peuvent plus être assurées. Le Titulaire aura dix (10) jours pour présenter ses observations.

A l'expiration de ces dix (10) jours calendaires, et dans le cas où la mise en demeure est restée sans effet, un marché de substitution pourra être conclu avec un nouvel opérateur économique. Ce marché sera notifié au Titulaire fautif.

Les conséquences onéreuses de la résiliation du marché et/ou de la réalisation du marché de substitution seront supportées par le Titulaire fautif.

9.14.2 - Déroptions au principe d'exclusivité

Aucun opérateur économique supplémentaire ne peut adhérer au présent accord-cadre et seul le Titulaire peut se voir attribuer des bons de commandes.

L'exclusivité est en principe garantie au Titulaire de l'accord-cadre. En dehors de l'hypothèse d'une défaillance du Titulaire, l'ASNR se réserve toutefois, sans priver le Titulaire de l'exécution des prestations raisonnablement attendues au vu de l'estimation de l'accord-cadre, de pouvoir recourir à un tiers pour les prestations prévues à l'accord-cadre et déterminées ci-dessous.

ARTICLE 10 - ASSURANCE DE LA QUALITE

Le Titulaire ne doit pas établir un Plan Particulier d'Assurance Qualité (« PPAQ ») ou tout autre document qui en tient lieu relatif à la réalisation des prestations du présent marché. Le PPAQ ou tout document équivalent est soumis à l'acceptation préalable de l'ASNR.

ARTICLE 11 - CLAUSES RELATIVES AU DEVELOPPEMENT DURABLE

11.1 - *CLAUSE ENVIRONNEMENTALE*

Le présent marché présente une clause environnementale.

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures nécessaires pour limiter son impact environnemental, et notamment :

- Réduire et trier les déchets générés (verrerie, quartz, emballages),
- Privilégier l'usage d'emballages recyclables, réutilisables ou consignés,
- Assurer la collecte, l'évacuation et le traitement des déchets par des filières agréées,
- Reprendre, lors de ses passages bimensuels, les emballages et pièces usagées issus de ses prestations,
- Optimiser ses déplacements et, dans la mesure du possible, recourir à des modes de transport à faibles émissions.

Le titulaire pourra être tenu de fournir à l'ASNR, sur demande, les justificatifs des filières de traitement utilisées.

Le non-respect des obligations ci-dessus constitue un manquement contractuel pouvant donner lieu à pénalités et, en cas de manquements répétés, à la résiliation du marché aux torts du titulaire.

11.2 - *CLAUSE RELATIVE A L'INSERTION SOCIALE*

Le présent marché ne présente pas de clause d'insertion sociale.

11.3 - *CLAUSE RELATIVE A LA PROTECTION DU SECRET*

Le marché est un marché de niveau non classifié au sens de la réglementation sur la protection du secret de la défense nationale.

ARTICLE 12 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

En cas de traitement de données à caractère personnel dans le cadre du présent contrat, les Parties s'engagent à respecter les obligations leur incombant en application de la réglementation en vigueur et, en particulier, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Chaque Partie est responsable des Traitements qu'elle met en œuvre seule.

Les Parties définissent, le cas échéant, de manière transparente leurs obligations respectives aux fins d'assurer le respect des exigences du RGPD.

Et si le Titulaire en détient à titre exceptionnel, ces données personnelles seront fournies à l'ASNR et supprimées si nécessaires à l'issue du contrat.

ARTICLE 13 - PIÈCES ET ATTESTATIONS A FOURNIR

Le Titulaire s'engage à fournir :

- chaque année, une attestation de police d'assurance de responsabilité pour les risques pertinents ;
- tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'ASNR, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com/EAttestationsFO/fo/E-Attestations.html>

A défaut, le marché est résilié dans les conditions prévues à l'article « [Résiliation](#) » au sein du présent document.

ARTICLE 14 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

14.1 - DEFINITION DES TERMES PROPRES A LA PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les « **résultats** » désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution des prestations objet du marché, tels que, notamment, les œuvres, les logiciels, leurs mises à jour ou leurs nouvelles versions, les bases de données, les signes distinctifs, les noms de domaine, les informations, les sites internet, les rapports, les études, les marques, les dessins ou modèles, les inventions brevetables ou non au sens du [code de la propriété intellectuelle](#), et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image des biens ou des personnes.

Le « **savoir-faire** » : est un ensemble d'informations pratiques non brevetées, résultant de l'expérience et testées, qui est :

1° Secret, c'est-à-dire qu'il n'est pas généralement connu ou facilement accessible ;

2° Substantiel, c'est-à-dire important et utile pour la production des résultats ;

3° Identifié, c'est-à-dire décrit d'une façon suffisamment complète pour permettre de vérifier qu'il remplit les conditions de secret et de substantialité.

Les « **connaissances antérieures** » : désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui ne résultent pas de l'exécution des prestations objet du marché, tels que notamment les œuvres, les logiciels, leurs mises à jour ou leurs nouvelles versions, les bases de données, les signes distinctifs, les noms de domaine, les informations, les sites internet, les rapports, les études, les marques, les dessins et modèles, les inventions brevetables ou non au sens du [code de la propriété intellectuelle](#), et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image des biens ou des personnes et qui appartiennent, au jour de la notification du marché, au Titulaire du marché ou à des tiers, ou qui leurs sont concédés en licence. Les connaissances antérieures sont identifiées dans les documents particuliers du marché.

Les « **tiers désignés dans le marché** » : désignent les personnes désignées dans les documents particuliers du marché qui bénéficient des mêmes droits et qui sont soumises aux mêmes obligations que l'ASNR pour l'utilisation des résultats.

14.2 - REGIME DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les stipulations du présent article dérogent expressément à l'article 36 du CCAG-FCS concernant le régime de propriété des résultats.

1. Propriété des plans des pièces

Les plans des pièces nécessaires à l'exécution du présent marché sont la propriété exclusive de la société ERALY, titulaire des droits de propriété intellectuelle y afférents. Ces plans sont fournis par l'ASNR au titulaire du marché à titre de référence pour la fabrication, la modification ou la réparation des pièces prévues au marché.

2. Droits d'utilisation et de reproduction des pièces

L'ASNR dispose d'un droit non exclusif, incessible et non transférable d'utilisation et de reproduction des pièces à partir des plans fournis par la société ERALY. Ce droit est limité :

- à la reproduction des pièces nécessaires pour répondre aux besoins définis dans le cadre du présent marché ;
- à leur modification ou réparation, lorsque ces opérations sont confiées au titulaire ou à un tiers dans les conditions prévues au marché.

3. Interdictions

L'ASNR s'engage à ne pas utiliser les plans des pièces pour des finalités autres que celles définies dans le cadre du présent marché, ni à les transmettre ou divulguer à un tiers sans l'accord préalable écrit d'ERALY, sauf dans les cas strictement nécessaires à l'exécution du marché.

4. Résultats issus de l'exécution du marché

Les nouvelles pièces fabriquées et leurs plans, ainsi que les modifications apportées aux pièces existantes dans le cadre de l'exécution du marché, deviennent la propriété de l'ASNR dès leur livraison.

Cependant, dans la mesure où ces résultats reposent sur l'exploitation des plans appartenant à la société ERALY, les droits de l'ASNR sur ces résultats restent soumis aux restrictions prévues au présent article.

5. Responsabilité en cas de violation

Le titulaire s'engage à respecter les droits de propriété intellectuelle de la société ERALY sur les plans fournis. En cas de violation desdits droits, il sera seul responsable des conséquences financières et juridiques qui pourraient en découler.

ARTICLE 15 - MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC

15.1 - *CLAUSES DE REEXAMEN*

En application du 1° de l'article L2194-1 et du R2194-1 du Code de la commande publique, l'ASNR se réserve la possibilité de modifier les documents de marché :

- En cas d'augmentation significative (supérieure à 10 %) du coût des matières premières ou des fournitures nécessaires,
- En cas de survenance de circonstances imprévues affectant l'équilibre financier du marché.

En cas d'évolution du périmètre géographique et technique. La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée par l'ASNR ou par le Titulaire, sur demande justifiée, par voie d'actes de modification du marché (avenants) afin de déterminer notamment les surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations et des conséquences liées, le cas échéant, à la prolongation des délais d'exécution du marché.

15.2 - *CHANGEMENT LIÉ AU STATUT DU TITULAIRE*

En cas de changement lié au statut du Titulaire, celui-ci doit adresser à l'ASNR dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant un extrait du *K-bis* mentionnant ce changement.

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :

- Changement de dénomination sociale sans création d'une personne morale nouvelle, ni transfert du marché à une autre personne morale ;
- Changement de statut juridique ;
- Changement de références bancaires ;
- Changement d'adresse.

Un certificat administratif est alors établi par l'ASNR.

15.3 - *CHANGEMENT DE PERSONNALITE MORALE DU TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION*

En cas de changement de personnalité morale du Titulaire, et avant tout transfert, celui-ci doit en avvertir l'ASNR, via courrier recommandé dans les plus brefs délais.

L'ASNR vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. Pour ce faire, le Titulaire doit, au regard des articles R2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justifiantes de ses capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités techniques et financières suffisantes, un avenant de transfert établi par l'ASNR est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, l'ASNR peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 16 - ASSURANCES

Le Titulaire contracte les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'ASNR et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations, et, par dérogation à l'article 9 du CCAG-FCS, aux champs suivants :

Pour les pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;

Pour les pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;

Pour les vols et détérioration du matériel de l'ASNR dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

Le Titulaire est ainsi responsable dans les conditions du droit commun, des dommages directs de toute nature dont lui-même, ses préposés, l'ASNR, les agents de l'ASNR, ou des tiers pourraient être victimes, ou que leurs biens pourraient subir, à l'occasion de l'exécution des prestations prévues au sein du présent marché.

Le Titulaire renonce à tout recours contre l'ASNR pour les dommages de toute nature que le matériel, dont il est propriétaire ou locataire, pourrait subir et s'engage à obtenir une renonciation à recours identique de ses sous-traitants et des assureurs de ce matériel, sauf faute lourde ou intentionnelle de l'ASNR.

Le Titulaire doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'ASNR et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 17 - NANTISSEMENT

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement prévu à l'article L2191-8 du Code de la commande publique.

ARTICLE 18 - RETENUE DE GARANTIE

Le Titulaire n'est pas tenu au versement de la retenue de garantie.

ARTICLE 19 - PENALITES

19.1 - **DETERMINATION DES PENALITES**

19.1.1 - **Pénalités pour non remise du contrat de sous-traitance**

La non-remise du contrat de sous-traitance par le Titulaire à l'ASNR voit s'appliquer une pénalité de 50 € par jour ouvrable de retard.

19.1.2 - **Pénalités pour tout retard constaté**

En cas de non remise des livrables ou de non-respect des délais d'exécution, le Titulaire s'expose à l'application de la pénalité forfaitaire suivante : 150€ par jour ouvrable de retard, sans mise en demeure préalable.

19.2 - **CUMUL DES PENALITES**

Les pénalités mentionnées ci-dessus sont cumulables dans les limites du plafonnement déterminé ci-dessous.

19.3 - **PLAFONNEMENT DES PENALITES**

Les pénalités indiquées ci-dessus sont cumulables .

Pour chaque facture portant sur des prestations sujettes à pénalités, le montant total toute pénalité confondue est plafonné à un maximum de 10% du montant de référence des prestations objet du manquement.

19.4 - **PLANCHER DES PENALITES**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est pas appliqué d'exonération toute pénalité confondue en-dessous d'un montant de 1000€ sur l'ensemble du marché.

19.5 - **FACTURATION DES PENALITES**

Les pénalités seront facturées par l'ASNR au Titulaire.

19.6 - **CARACTERES DES PENALITES**

Les pénalités appliquées au Titulaire :

- Sont applicables seulement sur les montants fermes du marché (tranches fermes, périodes initiales ou reconduites, bons de commandes notifiés)
- Ont un caractère non libératoire. Leur application ne prive pas l'ASNR de la possibilité de prétendre à une quelconque réparation de la part du Titulaire dans l'éventualité d'un préjudice causé à l'ASNR ;
- Doivent être calculés en jours calendaires.

ARTICLE 20 - PRIME D'AVANCE

Le Titulaire ne bénéficie pas d'une prime d'avance.

ARTICLE 21 - RESILIATIONS

21.1 - **GENERALITES**

Pour toute mise en œuvre d'une résiliation par l'ASNR au titre du présent marché, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au Titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, l'ASNR informe le Titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le Titulaire. La résiliation n'ouvre droit pour le Titulaire à aucune indemnité.

21.2 - **RESILIATIONS EN CAS D'EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHE**

L'ASNR se réserve la possibilité de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article résiliation du CCAG correspondant au marché

21.3 - **RESILIATIONS EN CAS D'EVENEMENTS LIES AU MARCHE**

Sauf indication contraires, les résiliations sont réalisées sans indemnités.

En cas de cession du marché

Dans le cas où le marché fait l'objet d'une cession, et que le nouveau cessionnaire du marché ne présente pas les capacités techniques et financières suffisantes, l'ASNR peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

En cas de non-respect de la clause de sauvegarde

Si l'augmentation de prix annuelle résultant de la révision est supérieure à trois pourcent (3%), l'ASNR se réserve la possibilité de résilier le marché sans que le Titulaire puisse prétendre à indemnité.

En cas de faute du Titulaire

L'ASNR se réserve la possibilité de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article résiliation du CCAG correspondant au marché.

ARTICLE 22 - REGLEMENT DES DIFFERENDS

Tout différend entre les parties, né de l'application du présent marché, ne peut être invoqué comme motif justifiant l'inexécution d'une obligation.

En cas de survenue d'une difficulté d'exécution, les parties se donnent les moyens de résoudre leur différend à l'amiable.

Pour le lot n°1

Si le différend persiste, le litige sera porté au contentieux devant les juridictions administratives. A cette fin, et conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif du lieu d'exécution du présent marché à savoir le Tribunal administratif de Versailles.

Pour le lot n°2

Si le différend persiste, le litige sera porté au contentieux devant les juridictions administratives. A cette fin, et conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif du lieu d'exécution du présent marché à savoir le Tribunal administratif de Marseille.

ARTICLE 23 - LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Les articles suivants dérogent au CCAG-FCS :

L'article 4 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS sur la hiérarchie des pièces contractuelles

L'article 9.1.4 du présent CCAP déroge à l'article 5.1 du CCAG-FCS en matière de confidentialité

L'article 9.8.3 du présent CCAP déroge à l'article 30.2.1 du CCAG-FCS en matière d'ajournement de prestations pour le silence de l'ASNR au-delà d'un délai de quinze (15) jours vaut acceptation.

L'article 16 du CCAP déroge à l'article 9 du CCAG-FCS en matière d'extension du champ d'application des assurances obligatoires.

L'article 19.4 du présent CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS sur le montant plancher des pénalités de retard

ANNEXE N°1 : ACCES, COORDONNEES ET MODALITES DE LIVRAISON SUR LES SITES ASNR

Montrouge (siège social)

15 rue Louis-Lejeune 92120 Montrouge

ASNR - BP 17 - 92262 Fontenay-aux-Roses cedex

Numéro du standard téléphonique : 01 58 35 88 88

Courriel : asnr-courrier@asnr.fr

Fontenay-aux-Roses

BP 17

92262 Fontenay-aux-Roses Cedex

31, avenue de la Division Leclerc

92260 Fontenay-aux-Roses

Tél. : 01 58 35 88 88

> Télécharger le plan d'accès général

Accès par le tramway T6

Le siège de Fontenay-aux-Roses est accessible en 7 minutes par la ligne de tramway T6 depuis la station de métro Châtillon-Montrouge (ligne 13).

> Télécharger le plan d'accès en tramway

Accès par d'autres moyens de transport

Le siège est également accessible en voiture et par d'autres modes de transports. Attention, le parking est limité.

> Télécharger le plan d'accès

Dispositions d'accès sur le site

Cadarache :

Demande d'accès nécessaire à date fixe et précise, papier d'identité à fournir à l'accueil voire listage du matériel lors d'une prestation

Centre Energie Nucléaire Cadarache

Bât 328 ou 327

BP 3 – 13115 Saint-Paul-Lez-Durance Cedex

Tél. +33 (0)4 42 19 90 89

>Télécharger le plan d'accès

Le Vésinet

31 rue de l'écluse

BP 40035

78116 Le Vésinet Cedex

Tél. : 01 30 15 52 00

[> Télécharger le plan d'accès](#)

Cherbourg-Octeville

BP 10

Rue Max Pol Fouchet

50130 Cherbourg-Octeville

Tél. : 02 33 01 41 00

[> Télécharger le plan d'accès](#)

Orsay

Bois des Rames (Bât.501)

91400 Orsay

Tél. : 01 69 85 58 40

[> Télécharger le plan d'accès](#)

Saclay

BP 68

91192 Gif-sur-Yvette Cedex

Tél. : 01 69 08 60 00

[> Télécharger le plan d'accès](#)

Tahiti

BP 182

98725 Vairao

Tahiti, Polynésie Française

Tél. : 00 689 54 60 17

Villeneuve lez Avignon "Site des Angles"

550, avenue de la Tramontane

BP 70295

Les Angles 30402 Villeneuve-lez-Avignon Cedex

Tél. : 04 90 26 11 00

[> Télécharger le plan d'accès](#)